Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

Après la fête, le réveil...

En revendiquant l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90-11 d'avril 1990 relative aux relations de travail, sous prétexte d'un assaut courageux contre le néolibéralisme, le secrétaire général de l'UGTA, M. Sidi Saïd, troque un acquis historique de la classe ouvrière (le Salaire Minimum Garanti) contre une augmentation immédiate et précaire de salaires motivée par des considérations électoralistes conjoncturelles qu'aucune amélioration établie de la productivité sociale du travail ne vient par ailleurs corroborer. Bien au contraire, les emplois administratifs qui améliorent les chiffres du chômage tirent cette productivité à la baisse parce qu'ils sont de faible qualité.

L'impact financier de l'abrogation est estimé à 500 milliards de dinars en 2008. En cause ici la capacité de certaines entreprises à supporter les coûts générés par cette abrogation.

L'incidence première des mesures populistes préconisées est de tirer à la hausse des dépenses publiques déjà exorbitantes que seuls des cours élevés des hydrocarbures assurent encore. Entre 2006 et 2011, les dépenses inhérentes aux rémunérations et aux transferts sociaux accaparaient 84% de la dépense budgétaire en faveur du fonctionnement. La dépense de fonctionnement a été multipliée par près de trois fois entre 2006 et 2011 (prévision de dépense de fonctionnement de la loi de finances complémentaire).

Deux facteurs concourent à cette hausse : l'accroissement des effectifs de la Fonction publique (ces effectifs sont passés de 1 296 981 en 2006 à 1 803 393 en 2011) et la revalorisation des salaires et indemnités de la Fonction publique (leur poids dans la dépense de fonctionnement ne cesse de croître, passant de 42% en 2006 à 50% en 2010. Le ratio rémunération/PIB est passé de 7,1% à 11,8%).

Cette dépense a la particularité d'être incompressible, au risque de mettre en cause la stabilité et l'ordre public, tout en alimentant les tensions inflationnistes. L'inflation a atteint 8,9 % en 2012 – son plus haut niveau depuis 15 ans – à la suite d'une forte augmentation des dépenses courantes qui a abouti à un excès de liquidité. L'inflation a, néanmoins, ralenti en 2013.

Cette dépense vient s'ajouter à des transferts sociaux qui ont été multipliés par cinq entre 2000 et 2011 pour atteindre 1 898 milliards de dinars, 13,9% du PIB.

Il en résulte d'abord une détérioration des équilibres budgétaires que seuls des cours élevés des hydrocarbures continuent de couvrir. Les soldes budgétaires sont passés de – 53,9 milliards de dinars en 1999 (-1,7% du PIB) à – 770,9 milliards en 2006 (-8,4% du PIB) pour atteindre – 5 0774,2 milliards de dinars en 2011 (prévisions), ce qui représente – 36,3 % du PIB. Ils sont couverts par le Fonds de régulation des recettes (FRR) qu'alimentent les ressources énergétiques.

Le recours sans cesse croissant à la fiscalité pétrolière pour couvrir la dépense publique, principal moteur de la croissance, est à haut risque – les revenus générés par la ressource naturelle devant être investis et non consommés.

«Après la fête, le réveil sera difficile. La consommation publique et le déficit budgétaire augmentent en année électorale. L'année suivante, on serre la vis et l'investissement public est sacrifié», avertissent Christian Ebeke, économiste au Département Europe du FMI, et Dilan Ölçer économiste à la Banque centrale suédoise dans une étude récemment publiée par la revue du FMI, *Finance et Développement*(*).

La poussée des dépenses publiques avant les élections est souvent suivie d'une austérité dommageable et les années postélectorales sont caractérisées par une reconstitution des amortisseurs budgétaires, qui a un prix, avertissent-ils.

Reprenant une thèse largement partagée, ils rappellent que «des politiques erratiques en matière de fiscalité et de dépenses publiques sont préjudiciables à la croissance à long terme et au bien-être global d'une société».

Parmi les explications de ces politiques : les élections – sources de volatilité de la politique économique : «En s'efforçant d'être réélus, les sortants peuvent en manipuler les instruments. Entre autres choses, ils augmentent les dépenses publiques et provoquent des déficits budgétaires dans le but de stimuler la demande globale et de créer des emplois (même temporairement), améliorant ainsi leurs chances d'être élus. Mais les excès préélectoraux peuvent être suivis d'un réveil difficile. Les gouvernements doivent souvent adopter des plans d'austérité pour compenser leur prodigalité préélectorale.»

Une étude empirique d'un grand nombre de pays à faible revenu pendant la période 1990-2010 montre l'existence de cycles budgétaires politiques dans lesquels les gouvernements tendent à augmenter les dépenses courantes en année électorale, de 0,8 point de PIB, ce qui entraîne une hausse du déficit budgétaire. Ce cycle expansion-récession d'origine politique risque de nuire à la croissance économique à long terme et à la stabilité pour cette raison bien simple que, une fois les élections passées, les gouvernements doivent reconstituer les amortisseurs qu'ils ont épuisés, en réduisant les dépenses d'investissement et en relevant certains impôts. La reconstitution des amortisseurs budgétaires au cours des années postélectorales coûte très cher car elle réduit l'investissement public de ½ point de PIB.

Cette tendance n'épargne aucun pays, quel que soit son niveau de revenus, mais l'ajustement postélectoral est inversement proportionnel au niveau des revenus. Plus ces derniers sont faibles et plus le pays est vulnérable aux cycles liés aux élections.

«L'investissement public productif, qui en est un facteur important, doit être stable. Ainsi, un plan d'austérité qui laisse un projet de construction de routes bien conçu à

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

demi-achevé après une élection n'est pas seulement du gaspillage, c'est aussi un frein à l'activité.»

Faisant écho à l'avertissement du FMI, la dernière édition du Bulletin trimestriel d'information économique du Groupe de la Banque mondiale, daté du 7 février dernier, soutient qu'à l'instar des autres pays de la région MENA, l'Algérie devrait profiter de l'occasion pour faire avancer les réformes structurelles nécessaires pour sortir du cercle vicieux du ralentissement de la croissance et de l'instabilité politique : «Les gouvernements de ces pays ne peuvent pas se permettre de poursuivre des mesures à court terme, comme la hausse des salaires du secteur public et des subventions (...) Une vision à court terme sur les préoccupations d'ordre politique et sécuritaire a entravé la réalisation des réformes structurelles nécessaires à la croissance et à la stabilité.»(**)

A. B.

(*) Christian Ebeke et Dilan Ölçer, *Vote et volatilité, Finance et Développement*. Décembre 2013, pp. 47-49.

(**) http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/02/07/slow-growth-middle-east-north-africa-economic-reform?cid=EXT_BulletinFR_W_EXT

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

CONGRÈS MONDIAL DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE

Les fabricants de smartphones font leur show à Barcelone

Les fabricants de smartphones, majoritairement asiatiques, ont présenté hier, au premier jour du Congrès mondial de la téléphonie mobile de Barcelone, leurs nouveaux appareils haut de gamme, dont le plus attendu est celui du coréen Samsung, premier constructeur mondial.

Les ventes mondiales de smartphones, ces téléphones multifonctions connectés à internet, ont représenté 53,6% des ventes totales d'appareils mobiles sur l'année, soit 967,8 millions sur les 1,8 milliard de téléphones vendus, en hausse de 42,3% par rapport à 2012, selon les chiffres du cabinet Gartner.

La journée a commencé par les lancements du finlandais Nokia (en phase de rachat par Microsoft), du japonais Sony Mobile et du chinois ZTE, et se terminera avec la conférence de presse de Samsung, qui présentera le dernier-né de la gamme de smartphones Galaxy, dont le constructeur a vendu près de 300 millions l'année dernière, selon Gartner.

Samsung a choisi de dévoiler dès dimanche ses deux montres connectées fonctionnant avec le système d'exploitation libre Tizen, développé par un consortium dont il est un des principaux membres.

Plus légères et plus adaptées à la mode avec des bracelets interchangeables signés Moschino, ces montres ont une fonction «fitness» avec le podomètre et le capteur de cardiofréquence, et elles permettent également d'écouter de la musique avec un casque sans fil grâce à la technologie Bluetooth.

Le chinois Huawei a également déjà présenté dimanche une montre connectée, un boîtier permettant de créer un point d'accès mobile (hotspot) wifi, un smartphone fonctionnant avec une connexion internet ultra-rapide 4G et une mini-tablette faisant également fonction de téléphone. Les constructeurs de terminaux profitent de cet événement professionnel reconnu pour mettre en valeur les smartphones haut de gamme de leur portefeuille, qui leur servent de locomotive pour vendre le reste de leurs produits, souvent moins chers.

Selon le cabinet de recherche IDC, «les campagnes marketing mondiales continuent à se focaliser sur les téléphones porte-drapeaux que sont l'iPhone 5S, le Galaxy Note 3 ou le HTC One, alors que les études montrent que les achats des consommateurs se déplacent rapidement vers des produits significativement moins chers».

Cela a tout de même un sens pour Samsung et les autres de mener cette stratégie car «ces efforts construisent une perception de la marque cruciale qui permet de vendre tout de même, en ayant des alternatives moins onéreuses», souligne encore IDC.

Cette stratégie fonctionne également pour les montres, lunettes ou autres objets connectés que présenteront ces mêmes fabricants lors du congrès.

La plupart des smartphones présentés à Barcelone fonctionneront avec le système d'exploitation de Google, Android, qui équipait 78,6% des smartphones vendus en 2013 selon IDC.

L'industrie du mobile tend en effet de plus en plus à fusionner avec les acteurs de l'informatique et de l'internet.

En témoigne la présence attendue du fondateur du réseau Facebook, Mark Zuckerberg, quelques jours après son rachat à prix d'or de la messagerie instantanée Whatsapp.

Pour sa première participation au congrès, le PDG-fondateur du réseau social, Mark Zuckerberg, 29 ans, a prononcé un discours hier devant des représentants internationaux de l'industrie mobile (fabricants de téléphones, opérateurs...).